

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 26 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COMMUNE de ST BONNET SUR GIRONDE

Mairie
17150 Saint-Bonnet-Sur-Gironde

Références : 0007201923/2025/582

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement COMMUNE de ST BONNET SUR GIRONDE implanté La Tonnelle 17150 Saint-Bonnet-sur-Gironde. L'inspection a été annoncée le 30/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNE de ST BONNET SUR GIRONDE
- La Tonnelle 17150 Saint-Bonnet-sur-Gironde
- Code AIOT : 0007201923
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La commune de Saint-Bonnet-sur-Gironde bénéficiait de l'arrêté préfectoral n°88-263-DIR.I/B4 du 24 juin 1988, l'autorisant à exploiter une carrière à ciel ouvert de sable située au lieu-dit « La Tonnelle », pour une durée de 30 ans. Cet arrêté est arrivé à échéance le 24 juin 2018.

Une inspection a été réalisée le 1er juin 2017 dans le cadre de la cessation d'activité et de la remise en état du site.

Par courrier du 28 août 2017 le maire a répondu à cette inspection en formulant plusieurs engagements concernant la mise en sécurité et la réhabilitation du site, et en sollicitant l'accord du préfet pour acter la cessation d'activité.

Depuis cette date aucun document attestant de la réalisation des engagements pris n'a été transmis à l'inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.1 et 12.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a été mis en sécurité et s'est en partie végétalisé. La commune doit cependant faire évacuer les blocs en béton présents au centre du site pour répondre aux obligations de remise en état.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.1 et 12.2
Thème(s) : Situation administrative, Remise en état
Prescription contrôlée : 12.1. Élimination des produits polluants en fin d'exploitation : En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées. 12.2. Remise en état : L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter. Elle comporte au minimum les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la mise en sécurité des fronts de taille ;- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site. [.....]
Constats : La visite du site a permis de constater que : <ul style="list-style-type: none">- le stockage de blocs de béton (rebuts de fabrication de bordures de trottoirs) n'a pas été évacué,

- mis à part les blocs béton, aucun des déchets, non admissibles sur le site, observés lors des précédentes inspections n'était visible. L'exploitant a confirmé leur évacuation en filière autorisée sans présentation de justificatif,
- l'accès aux fronts résiduels au nord et à l'est du site a été protégé par une clôture,
- la bande des 10 m au droit de ces fronts était en place,
- le front côté ouest a été taluté,
- le site est clôturé et fermé par un portail cadenassé,
- la végétation s'est développée à l'aplomb des anciens fronts,
- la bande des 10 m et la partie centrale du site sont fauchées une fois par an permettant une diversification du milieu.

Aucune extraction n'a été effectuée depuis 2018. Les garanties financières qui auraient dû être constituées n'ont pu l'être en l'absence de prolongation de l'arrêté d'autorisation. Outre les déchets bétons restant à évacuer, la remise en état effectuée respecte les orientations de l'arrêté préfectoral de 1988 et le règlement d'urbanisme. Le site est classé en zone naturelle et forestière à protéger.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- évacuer en filière autorisée les blocs de béton restants (rebuts de fabrication de bordures de trottoirs) et attester de cette évacuation par transmission à l'inspection de photos et du bordereau d'élimination.
- adresser au préfet, après évacuation des blocs, un courrier attestant de la finalisation de la remise en état du site, de sa mise en sécurité et confirmant la cessation d'activité notifiée par courrier du 28 août 2017.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois